

**Québec solidaire**

**Rapport de l'auditeur indépendant et  
États financiers**

**31 décembre 2017**



# Paquin & associés

Inc.

Sébastien Paquin, CPA, CGA  
Lise Rondeau, CPA, CGA  
Ronald Lapierre, CPA, CA  
Pierre Tessier, CPA, CA

## Rapport de l'auditeur indépendant

### Aux membres du conseil d'administration de Québec solidaire

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Québec solidaire, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Québec solidaire au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Société de comptables professionnels agréés

Montréal, le 24 avril 2018

\* CPA auditeur, CGA permis de comptabilité publique no A131162

## **Québec solidaire**

### **États financiers**

**31 décembre 2017**

## **Index**

### **États financiers**

Résultats	1
Évolution de l'actif net	2
Bilan	3
Flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5 - 9
<b>Renseignements supplémentaires</b>	
Produits-Frais d'opérations- Transferts et dépenses électorales	10
Frais administratifs- Frais d'activités politiques, Frais de communication	11
Annexes I à IV	12 - 15

**Résultats****Exercice terminé le 31 décembre 2017**

	2017	2016
<b>Produits</b>	<b>1 715 705 \$</b>	<b>1 410 488 \$</b>
<b>Charges</b>		
Frais d'opération	825 626	692 704
Transferts et dépenses électorales	68 010	62 844
Frais administratifs	344 202	280 027
Frais d'activités politiques	453 344	343 537
Frais de communication	62 267	66 267
	<b>1 753 449</b>	<b>1 445 379</b>
<b>Insuffisance des produits sur les charges</b>	<b>(37 744) \$</b>	<b>(34 893) \$</b>

Informations sur les résultats [note 3]

## Évolution de l'actif net

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

	Grevé d'affectation Interne	Non affecté	2017	2016
<b>Solde au début</b>	<b>352 447 \$</b>	<b>(108 821) \$</b>	<b>243 626 \$</b>	<b>278 519 \$</b>
Insuffisance des produits sur les charges	-	(37 744)	(37 744)	(34 893)
Utilisation de l'exercice <i>[note 7]</i>	(184 688)	184 688	-	-
Affectation de l'exercice <i>[note 7]</i>	252 529	(252 529)	-	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>420 288 \$</b>	<b>(214 406) \$</b>	<b>205 882 \$</b>	<b>243 626 \$</b>

---

**Bilan**

**Au 31 décembre 2017**

	2017	2016
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	234 133 \$	312 380 \$
Débiteurs <i>[note 4]</i>	181 424	76 173
Frais payés d'avance	3 588	7 338
	<b>419 145</b>	<b>395 891</b>
<b>Immobilisations corporelles <i>[note 5]</i></b>	<b>35 726</b>	<b>34 850</b>
<b>Dépôt de loyer et services publics</b>	<b>6 818</b>	<b>5 818</b>
	<b>461 689 \$</b>	<b>436 559 \$</b>
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs <i>[note 6]</i>	215 605 \$	158 273 \$
Revenus perçus d'avance	40 202	34 660
	<b>255 807</b>	<b>192 933</b>
<b>Actif net</b>		
Gravé d'affectation interne <i>[note 7]</i>	420 288	352 447
Non affecté	(214 406)	(108 821)
	<b>205 882</b>	<b>243 626</b>
	<b>461 689 \$</b>	<b>436 559 \$</b>

Engagements contractuels *[note 8]*

Pour le PartL

\_\_\_\_\_  
Représentant officiel

## Flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2017

	2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Insuffisance des produits sur les charges	(37 744) \$	(34 893) \$
Ajustement pour amortissement des immobilisations corporelles	13 598	13 008
	<u>(24 146)</u>	<u>(21 885)</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement <i>[note 9]</i>	<u>(39 627)</u>	<u>(4 842)</u>
	<u>(63 773)</u>	<u>(26 727)</u>
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement des emprunts des électeurs	-	(47 500)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 474)	(10 271)
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(78 247)</b>	<b>(84 498)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	<b>312 380</b>	<b>396 878</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>234 133 \$</b>	<b>312 380 \$</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

## Notes complémentaires

31 décembre 2017

---

**1. Statuts et nature des activités**

Québec solidaire est un parti politique autorisé par le Directeur général des élections en vertu du Titre III de la Loi électorale du Québec.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

*Instruments financiers*

Le Parti évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et des emprunts des électeurs.

*Estimations de la direction*

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants des produits et des charges de l'exercice.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.

*Constatations des produits*

Le Parti applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les produits d'activités sont comptabilisés dans l'exercice où l'activité a lieu. Les droits d'adhésion et les allocations du DGEQ sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent. Les contributions politiques sont comptabilisées sur la base des encaissements.

*Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon les méthodes et aux taux annuels suivants :

Mobilier et agencement	Linéaire	20 %
Équipement informatique	Dégressive	30 %



Notes complémentaires

31 décembre 2017

**2. Principales méthodes comptables (suite)**

*Apports reçus sous forme de services*

Le fonctionnement du Parti dépend, en partie, du travail de nombreux membres bénévoles. Du fait que le Parti ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, le travail de ces bénévoles n'est pas pris en compte dans les états financiers.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique du Parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

**3. Informations sur les résultats**

	2017	2016
Amortissement des immobilisations corporelles	13 598 \$	13 008 \$
Intérêts sur les emprunts des électeurs	-	396

**4. Débiteurs**

Directeur général des élections, appariement	- \$	14 379 \$
Directeur général des élections, contributions et adhésions	19 221	14 593
Des instances	62 927	12 801
Dépenses électorales à recevoir de l'agent officiel	61 918	-
Comptes-clients	1 200	5 465
Taxes à la consommation	36 158	28 935
	<b>181 424 \$</b>	<b>76 173 \$</b>

5. Immobilisations corporelles	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette	
			2017	2016
Mobilier et agencement	37 780 \$	25 474 \$	12 306 \$	16 054 \$
Équipement informatique	58 031	34 611	23 420	18 796
	<b>95 811 \$</b>	<b>60 085 \$</b>	<b>35 726 \$</b>	<b>34 850 \$</b>

Notes complémentaires

31 décembre 2017

6. Créditeurs	2017	2016
Associations locales et régionales	66 300 \$	69 447 \$
Salaires à payer	13 604	11 208
Vacances à payer	31 541	29 040
Allocation de transition accumulé de la présidente	5 367	-
Déductions à la source à payer	23 562	35 510
Fournisseurs	75 231	13 068
	<b>215 605 \$</b>	<b>158 273 \$</b>

7. Grevé d'affectations internes

Tel que présenté dans le Plan de développement qui vise à mettre en application les décisions du Conseil national de 2014, le Congrès du Parti a décidé d'affecter les apports de 250 000 \$ reçus à titre d'appariement en 2015 et 2016 afin qu'ils soient entièrement réservés au développement du Parti. Ce montant grevé d'affectation interne peut être utilisé au cours des exercices 2015 à 2018 et ne peut être utilisé à d'autre fin sans l'autorisation préalable du Congrès du Parti.

Au cours de l'exercice, le Parti a utilisé une somme de 184 688 \$ dans le développement du Parti.

Aussi, le Congrès du Parti de 2013 a décidé d'affecter les apports de 250 000 \$ reçus à titre d'appariement en 2017 au financement des élections de 2018. 70% de ce montant sera réservé aux circonscriptions et 30 % pour la campagne nationale. Ce montant grevé d'affectation interne ne peut être utilisé à d'autre fin sans l'autorisation préalable du congrès du Parti.

Lors de la fermeture des associations en 2016 et en 2017, le Comité exécutif du Parti a décidé de réserver les sommes transférées à l'administration nationale de Québec Solidaire, pour les dédier directement à financer la prochaine campagne électorale dans ces circonscriptions. Les sommes réservées sont de 11 869 \$ et se détaillent comme suit:

Association de Vachon	4 317 \$
Association de Lac Saint-Jean	2 083
Association de Johnson	2 939
Association de la Région du Centre du Québec	2 530

Ce montant grevé d'affectation interne ne peut être utilisé à d'autre fin sans l'autorisation préalable du Comité exécutif du parti.

Au 31 décembre 2017, le solde de l'actif net grevé d'affectations internes est de 420 288 \$, se détaillent comme suit:

	2017	2016
Réservé au plan de développement	158 419 \$	343 107 \$
Réservé au financement des élections	261 869	9 340
	<b>420 288 \$</b>	<b>352 447 \$</b>

## Notes complémentaires

31 décembre 2017

**8. Engagements contractuels**

Le Parti s'est engagé, en vertu d'un bail pour des locaux se terminant le 31 mai 2020, à payer des loyers mensuels moyens d'environ 5 493 \$ \$. Le solde de l'engagement est de 159 297 \$ au 31 décembre 2017.

Les versements pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2018	65 916 \$
2019	65 916
2020	27 465

De plus, le Parti s'est engagé, en vertu d'un bail pour un photocopieur se terminant en mai 2022, à payer des mensualités moyennes de 183 \$. Le solde de l'engagement est de 9 699 \$ au 31 décembre 2017.

Les versements pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2018	2 196 \$
2019	2 196
2020	2 196
2021	2 196
2022	915

**9. Flux de trésorerie**

	2017	2016
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(105 251) \$	(32 659) \$
Frais payés d'avance	3 750	(3 724)
Dépôt de loyer et services publics	(1 000)	3 430
Créditeurs	57 332	26 669
Revenus perçus d'avance	5 542	1 442
	(39 627) \$	(4 842) \$

**10. Marge de crédit**

Le Parti dispose d'une marge de crédit d'un montant de 300 000 \$ pour financer les opérations courantes, au taux de base canadien majoré de 3,2 % ( 4% en 2016), garanti par les sommes à recevoir du DGEQ. Au 31 décembre 2017, la marge de crédit est inutilisée.

**11. Instances de circonscriptions électorales**

Le Parti comporte 83 instances. Les instances sont autorisées par le DGEQ à la suite d'une demande du Parti et ont des obligations de lui soumettre des renseignements financiers en vertu de la Loi électorale. Les comptes du Parti et de ses instances ne sont pas consolidés.

Notes complémentaires

31 décembre 2017

---

**12. Évènements subséquents**

Le 3 octobre 2017, Québec Solidaire a signé une entente de principe avec Option National, visant la fusion des deux partis. La Fusion aura lieu à partir du 1er janvier 2018, date à laquelle les états financiers des deux partis seront regroupés.

**13. Instruments financiers**

Le Parti, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2017.

*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour le Parti sont liés aux débiteurs.

*Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Le parti est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le Parti à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

*Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le Parti gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers.

Les fournisseurs et charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2017

	2017	2016
<b>Produits</b>		
Adhésions	166 295 \$	50 568 \$
Contributions	330 628	253 684
Transfert des instances au Parti		
Transfert aux fonds électoraux	48 829	41 929
Inscriptions aux activités politiques	59 484	17 700
Revenus divers	37 450	22 266
Financement du Directeur général des élections du Québec		
Allocation régulière	718 815	714 156
Appariement régulier	250 000	250 000
Remboursement des frais de vérification	5 749	6 898
Transferts des agents officiels	13 866	10 620
Taxes à la consommation	36 158	28 946
Revenus divers	2 173	1 624
Activités politiques	45 049	11 780
Revenus accessoires	1 209	315
	<b>1 715 705 \$</b>	<b>1 410 486 \$</b>
<b>Frais d'opération</b>		
Salaires et charges sociales	760 687 \$	659 931 \$
Contractuels	25 272	-
Frais de financement et de recrutement	39 667	32 773
	<b>825 626 \$</b>	<b>692 704 \$</b>
<b>Transfert et dépenses électorales</b>		
Transfert électoraux à l'agent officiel	48 829 \$	43 602 \$
Dépenses électorales attribuables à l'agent officiel	14 112	7 602
Appui aux élections partielles	4 868	11 640
Dépenses préélectorales et postélectorales	201	-
	<b>68 010 \$</b>	<b>62 844 \$</b>

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2017

	2017	2016
<b>Frais administratifs</b>		
Loyer et entretien du local	86 378 \$	102 070 \$
Téléphones et connexions internet	25 712	19 458
Frais de vérification comptable	11 498	13 797
Allocation et frais de déplacement	23 840	19 257
Intérêts sur emprunts des électeurs	-	396
Frais financiers	18 510	10 073
Services informatiques	28 985	14 303
Développement et entretien informatique	85 673	54 205
Fournitures et logiciels de bureau	12 933	11 435
Frais juridiques	4 717	-
Frais divers de bureau	8 055	8 069
Frais de photocopies et d'imprimerie	5 636	3 731
Courrier et frais postaux	15 665	7 082
Assurances et taxes	3 002	2 913
Divers	-	230
Amortissement des immobilisations corporelles	13 598	13 008
	<b>344 202 \$</b>	<b>280 027 \$</b>
<b>Frais d'activités politiques</b>		
Transferts aux instances du Parti	184 159 \$	153 668 \$
Frais de congrès et conseil national	123 822	45 088
Frais de réunions statutaires et ad hoc	26 428	21 422
Événements spéciaux	6 659	38 362
Contractuels	12 192	5 047
Frais de campagnes politiques	13 709	18 132
Élection et frais des porte-paroles	32 763	3 071
Formations aux membres	27 760	687
Actions et mobilisation politique	21 833	46 242
Frais divers d'activités politiques	360	2 100
Frais de déplacements	3 659	9 718
	<b>453 344 \$</b>	<b>343 537 \$</b>
<b>Frais de communication</b>		
Communiqués de presse et événements	3 668 \$	986 \$
Contractuels	11 745	11 668
Réseaux sociaux et web	43 549	10 721
Publicité	3 135	42 834
Frais de déplacement	170	58
	<b>62 267 \$</b>	<b>66 267 \$</b>

**Annexe I****Exercice terminé le 31 décembre 2017**

---

**Institution financière où sont déposées les sommes recueillies**

Caisse d'économie solidaire Desjardins  
155, boulevard Charest Est bureau 500  
Québec (QC) G1K 3G6

Numéro de  
compte

**Annexe II****Exercice terminé le 31 décembre 2017**

---

**Sommes recueillies à l'occasion d'activités ou manifestations à caractère politique**

<b>Date</b>	<b>Activités</b>	<b>Lieu</b>	<b>Montants</b>
Du 19 au 22 mai et du 1er au 3 décembre 2017	Congrès	Montréal	37 707 \$
18 novembre au 20 novembre 2017	Camp de formation	Montréal	7 342 \$
			<hr/> 45 049 \$ <hr/>

**Annexe III****Exercice terminé le 31 décembre 2017**

---

**Revenus accessoires**

Revenus divers (timbres, photocopies)	<hr/> 1 209 \$ <hr/>
---------------------------------------	----------------------

NOM DU PARTI

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT  
Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1  
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du DGE	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section 5	A1, 62, 62.1	718 815,32			718 815,32	49,8%
Revenus d'appariement		A1, 62.2	250 000,00				250 000,00
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap II Art 112		5 748,75			5 748,75	0,4%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I				(115 078,04)	(115 078,04)	-8,0%
Total du financement du DGE			974 564,07			859 488,03	59,5%
Revenus autonomes	Tableau I		473 149,32		111 527,48	584 676,80	40,5%
Transferts des entités autorisées			254 125,16		189 045,85	443 171,01	
Total du financement du parti et des instances			1 701 838,55		300 573,33	1 887 335,84	100%
Financement total			1 701 838,55		185 497,29		

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
		Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	811 105,72		23 049,37		834 155,09	43,9%	
Communication et diffusion d'un programme politique		302 969,22		5 445,47		308 414,69	21,4%	
Coordination de l'action politique		585 845,16		55 686,20		642 531,36	44,5%	
Transferts aux entités autorisées		184 159,28		259 011,73		443 171,01		
Dépenses ayant trait aux élections				54 144,14		12 114,84	66 258,78	4,6%
Autres dépenses		360,00					360,00	0,0%
Total des dépenses du parti et des instances		1 685 439,38	54 144,14	343 192,77	12 114,84	2 094 880,93	114,4%	
Dépenses totales		1 739 583,52		355 307,41				
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		(37 744,97)		(189 810,12)		(207 555,09)		
Annuelles : (26 220,27) \$ - Électorales : (181 334,82) \$								
Variation du financement par les postes du bilan								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau II	(78 247,49)		(116 501,12)		(194 748,61) \$	-13,5%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autre que la trésorerie		38 628,92		(53 428,70)		(13 801,78) \$	-1,0%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme		875,60		119,70		995,30 \$	0,1%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme						\$	0,0%	
Financement total utilisé		1 701 838,55		185 497,29		1 887 335,84 \$	100%	

Déclaration du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

24 avril 2018  
Date

Signature du représentant officiel





## NOM DU PARTI

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

TABLEAU I : REVENUS

	Parti	Parti	Rapports financiers	Référence:
	(exercice courant)	(exercice précédent)	cumulés des instances	État des
	Audité	Audité	(exercice courant)	résultats d'une
			Non audité	instance
	\$	\$	\$	autorisés
<b>REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES</b>				
Avances et remboursements du DGE	-	-	30 729,87	Ligne 5
Moins : remboursement d'avances excédentaires	-	-	(145 805,81)	Ligne 21
Total du remboursement des dépenses électorales	-	-	(115 076,04)	
<b>REVENUS AUTONOMES</b>				
Contributions	222 308,82	179 620,48	108 319,25	Ligne 1 (Annexe 1)
Adhésions (cartes de membres)	168 295,29	50 568,45	-	Ligne 2
Revenus d'activités politiques	45 006,50	11 780,00	985,00	Ligne 3
Revenus accessoires	1 208,00	315,00	809,00	Ligne 4
Remboursement TPS/TVQ	38 158,31	28 935,67	-	
Intérêts gagnés	-	10,07	359,23	Ligne 9
Autres revenus (préciser)	2 172,60	1 823,59	1 075,00	Ligne 10 à 18
Autres revenus (préciser)	-	-	-	
Total des revenus autonomes	473 145,32	272 853,26	111 527,48	
<b>TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
Des instances au parti				
Cession du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres revenus de transferts	254 125,16	155 957,91	-	
Total des transferts des instances au parti	254 125,16	155 957,91	-	
Du parti aux instances				
Entre instances	-	-	4 886,57	Ligne 6
Total des transferts	254 125,16	155 957,91	4 886,57	Ligne 7

TABLEAU II : DÉPENSES

	\$	\$	\$	
<b>ADMINISTRATION COURANTE</b>				
Salaires et charges sociales				
Direction générale et personnel d'encadrement	64 826,89	85 415,56	-	
Recrutement de membres et financement	55 819,84	47 065,73	-	
Personnel administratif et informatique	91 422,39	101 545,20	-	
Charges sociales	28 837,11	31 341,20	-	
Total partiel	240 506,23	245 367,69	-	
Honoraires et autres rémunérations				
Administration	110 945,05	54 205,09	-	
Vérification (audit)	11 497,50	13 797,00	-	
Juridiques	4 717,45	-	-	
Autres (préciser)	30 109,98	14 303,14	-	
Total partiel	157 269,98	82 305,23	-	
Locaux et frais afférents				
Loyer	78 538,21	91 248,25	7 091,37	Ligne 30
Taxes foncières et assurances	3 002,13	2 912,68	-	
Entretien et réparations	9 839,78	10 821,78	-	
Chauffage et électricité	-	-	-	
Amortissement bâtiments et améliorations locatives	-	-	-	
Total partiel	89 380,10	104 982,71	7 091,37	
Fonctionnement				
Télécommunications	25 711,94	19 457,57	246,00	Ligne 31
Secrétariat et frais de bureau	38 684,21	28 484,25	3 207,63	Ligne 28
Location et entretien des équipements	3 608,04	2 128,24	-	
Frais de déplacement et de représentation	23 839,84	19 257,14	-	
Amortissement mobilier et équipements	13 598,07	13 007,94	-	
Total partiel	105 439,90	82 335,14	3 453,63	
Frais financiers				
Intérêts sur emprunts	-	395,80	-	Ligne 20
Frais de service et d'administration	18 509,53	10 072,82	8 543,80	Ligne 33
Total partiel	18 509,53	10 468,62	8 543,80	
Autres (préciser)	-	-	3 980,57	Ligne 34 à 41
Total administration courante	611 105,72	525 459,39	23 049,37	



## NOM DU PARTI

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
<b>COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE</b>				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	252 448,32	208 078,41		
Publicité	3 135,37	42 833,84	5 445,47	Ligne 29
Réseaux sociaux et sites Web	16 183,40	10 720,66		
Relations publiques	3 668,39	986,25		
Frais de déplacement et de représentation	169,69	57,50		
Amortissement logiciels et sites Web	-	-		
Autres (préciser) Sonorages	27 364,05	-		
Total communications et diffusion d'un programme politique	302 669,22	262 676,76	5 445,47	
<b>COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE</b>				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	290 544,94	223 134,93		
Activités de financement	39 666,70	32 773,19		Ligne 25
Activités politiques	180 073,56	130 631,77	49 470,91	
Frais de participation: réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	76 559,96	52 090,39	6 215,29	Ligne 27
Autres (préciser)	-	-		
Total partiel	586 845,16	438 630,28	55 686,20	
Dépenses de campagne à la direction	-	-		
Moins: Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-	-		
Total partiel	-	-		
Total coordination de l'action politique	586 845,16	438 630,28	55 686,20	
<b>TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
Des instances au parti	-	-	254 251,16	Ligne 22
Du parti aux instances				
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-		
Autres dépenses de transfert	184 159,28	153 668,37		
Total des transferts du parti aux instances	184 159,28	153 668,37		
Entre instances			4 866,57	Ligne 23
Total des transferts aux entités autorisées	184 159,28	153 668,37	259 011,73	
<b>DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS</b>				
Transferts aux agents officiels	53 897,46	55 241,86	20 150,00	Ligne 24
Dépenses préélectorales et postélectorales	201,21	-		
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	14 111,59	7 602,42	1 863,92	Ligne 26
Moins: Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-		
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	(13 898,12)	(9 822,23)		
Fermeture du fonds électoral	-	(797,84)	(9 899,28)	Ligne 8
Autres (préciser)	-	-		
Total des dépenses ayant trait aux élections	54 144,14	52 224,41	12 114,64	
<b>AUTRES DÉPENSES</b>				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	-	-		Ligne 32
Amendes et pénalités	-	-		
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	360,00	2 100,00		
Autres (préciser)	-	-		
Total autres dépenses	360,00	2 100,00		
Total des dépenses du parti et des instances	1 739 583,52	1 434 759,21	355 307,41	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	233 832,73	312 080,22	(116 178,96)
Petite caisse	300,00	300,00	(322,16)
Placements encaissables sur demande			
Margé(s) de crédit bancaire			
Total de la trésorerie	234 132,73	312 380,22	
Variation de la trésorerie		(78 247,49)	(116 501,12)

## Signature et déclaration du représentant officiel

Je, Laurende Jehesous,  
Prénom Nom  
représentant officiel du parti politique autorisé Québec solidaire,  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la Loi électorale (LE).
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité des dispositions de la section II du chapitre II de la LE.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la Loi.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du Directeur général des élections du Québec ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants, aux dépenses électorales et à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la Loi. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la Loi.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88(1) au cours de la période l'ont fait personnellement, volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

Signature du représentant officiel

le

24 avril 2018

Date

### Signature et déclaration du chef de parti

Je, GAETAN CHATEAUNEUF,  
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé QUEBEC SOLIDAIRE,  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai été informé des règles de financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions l'obligation de respecter les règles de financement.
3. J'ai été informé des pratiques de sollicitation de mon parti et juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. Je déclare avoir transmis au représentant officiel toute l'information financière pour lui permettre de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements nécessaires sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration du représentant officiel.
7. Je vous confirme qu'à ma connaissance, le représentant officiel a réalisé son mandat en conformité avec la Loi.

\_\_\_\_\_  
Signature du chef du parti le 24 avril 2018  
Date